

BRÈVES SECTORIELLES États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-02 du 16 janvier 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. D. Trump déclare l'état d'urgence pour protéger les recettes pétrolières vénézuéliennes
2. La Maison Blanche publie les conclusions de l'enquête 232 sur les minéraux critiques
3. La Maison Blanche publie les conclusions de l'enquête 232 sur les semi-conducteurs
4. Le Département du Commerce annonce la conclusion d'un accord commercial avec Taïwan
5. Le Département du Commerce publie une nouvelle politique de contrôle des exportations pour certains circuits avancés à destination de la Chine et de Macao

Climat – énergie – environnement

6. D'après Rhodium Group, les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis ont augmenté de 2,4 % entre 2024 et 2025

Transport et infrastructure

7. Le secrétaire aux Transports annonce une simplification de la réglementation sur le transport d'énergie pour baisser les coûts au profit des consommateurs américains

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'administration Trump a publié les *Dietary Guidelines for Americans*

Numérique et innovation

Brèves

Santé

9. Donald Trump annonce un *Great Healthcare Plan*

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. D. Trump déclare l'état d'urgence pour protéger les recettes pétrolières vénézuéliennes

Dans un [Executive Order du 9 janvier 2026](#), en vertu de l'*International Emergency Economics Powers Act* (1974) et du *National Emergency Act* (1976), le président D. Trump a déclaré l'état d'urgence nationale afin de protéger les recettes pétrolières vénézuéliennes, détenues sur les comptes du Trésor américain, contre toute saisie ou procédure judiciaire.

Le décret présidentiel bloque toute procédure judiciaire à l'encontre des fonds déposés par des gouvernements étrangers, correspondant aux recettes pétrolières vénézuéliennes et aux ventes de diluants détenues sur les comptes du Trésor américain.

Le décret interdit les transferts ou les transactions sur ces fonds, sauf autorisation, et remplace tout décret antérieur susceptible de les bloquer ou de les réglementer.

Ces fonds sont la propriété du Venezuela, détenus par les Etats-Unis à des fins gouvernementales et diplomatiques, et ne peuvent faire l'objet de revendications privées.

2. La Maison Blanche publie les conclusions de l'enquête 232 sur les minéraux critiques

Le 14 janvier 2026, le président Donald J. Trump a publié une [proclamation](#) établissant les conclusions d'une enquête menée au titre de la Section 232 du *Trade Expansion Act* de 1962, portant sur les effets des importations de minéraux critiques transformés et de leurs produits dérivés (PCMDPs) sur la sécurité nationale des États-Unis et les actions recommandées pour y répondre.

L'enquête, lancée à la suite d'un rapport transmis au Président par le Secrétaire au Commerce le 24 octobre 2025, conclut que les PCMDPs sont importés dans des quantités et dans des conditions susceptibles de menacer la sécurité nationale américaine.

En conséquence, le Président ordonne au Secrétaire au Commerce et au Représentant américain au Commerce (USTR) de négocier avec des partenaires commerciaux internationaux des accords visant à ajuster les volumes d'importation. Si les conclusions des négociations sont jugées insatisfaisantes dans les 180 jours, des mesures supplémentaires pourraient être envisagées.

3. La Maison Blanche publie les conclusions de l'enquête 232 sur les semi-conducteurs

Le 14 janvier 2026, le président Donald J. Trump a publié une [proclamation](#) exposant les conclusions d'une enquête menée au titre de la Section 232 du *Trade Expansion Act* de 1962 sur les effets des importations de semiconducteurs, d'équipements de fabrication de semiconducteurs et de leurs produits dérivés sur la sécurité nationale des États-Unis, ainsi que les actions décidées pour y répondre.

L'enquête, transmise par le Secrétaire au Commerce le 22 décembre 2025, conclut que les semiconducteurs, les équipements de fabrication associés et les produits dérivés sont importés dans des quantités et dans des circonstances susceptibles de menacer la sécurité nationale.

Sur la base de ces conclusions, l'administration a adopté un plan d'action en deux phases :

- **Phase 1** : le Secrétaire au Commerce et l'USTR poursuivent ou entament des négociations avec des partenaires étrangers visant à conclure des accords susceptibles de réduire les risques posés par ces importations. Parallèlement, la proclamation impose immédiatement un **droit de douane ad valorem de 25 % sur certaines puces informatiques avancées**. Ces derniers s'accompagnent d'un large champ d'exemptions sur les puces importées, notamment si les biens sont utilisés pour soutenir les chaînes d'approvisionnement technologique aux Etats-Unis.
- **Phase 2** : Après la conclusion des accords commerciaux, des droits de douane couvrant un champ plus large de produits liés aux semiconducteurs devraient entrer en vigueur à un taux « significatif ». Cette mesure s'accompagnera d'un programme de compensation tarifaire (*offset*) permettant aux entreprises investissant dans la production américaine de semiconducteurs et dans certaines parties de la chaîne d'approvisionnement des Etats-Unis d'obtenir un traitement tarifaire préférentiel.

4. Le Département du Commerce annonce la conclusion d'un accord commercial avec Taïwan

Le 15 janvier, le Département du Commerce a annoncé ([fact sheet](#)) la conclusion d'un accord commercial avec Taïwan, « qui entraînera un retour massif de la production du secteur des semi-conducteurs aux États-Unis ».

1. Les Etats-Unis réduiront leur « droit réciproque » à 15 % et conditionneront les exemptions sur les semi-conducteurs à la création de capacités de production aux États-Unis :
 - Droit réciproque de 15% :
 - L'accord prévoit un droit de douane plafonné à 15 % (aucune mention, à ce stade, d'une inclusion du droit MFN).
 - Exemptions : Le droit MFN s'appliquera aux (i) produits pharmaceutiques génériques et à leurs intrants, aux (ii) composants aéronautiques ainsi qu'aux (iii) ressources naturelles non disponibles.
 - Droits sectoriels (Section 232) :
 - Taïwan se verra appliquer des droits imposés en vertu de section 232 plafonnés à 15 % pour les pièces automobiles, le bois et les produits dérivés du bois.
 - « Futurs droits de douane » 232 sur les semi-conducteurs :
 - Les entreprises taïwanaises construisant de nouvelles capacités de production de semi-conducteurs aux États-Unis seront, sur la période de construction approuvée, exemptées des droits de la section 232 sur des importations de semiconducteurs allant jusqu'à **2,5 fois la capacité de production prévue**. Les importations excédant ce plafond bénéficieront d'un taux de droit préférentiel réduit.

Les entreprises taïwanaises ayant achevé de nouveaux projets de production de puces aux États-Unis seront exemptées des droits de la section 232 pour des importations correspondant jusqu'à 1,5 fois leur nouvelle capacité de production.

2. En contrepartie, Taïwan s'engage à un soutien financier à hauteur de 500 Md USD.

Taïwan et ses entreprises s'engagent, notamment en termes d'investissements :

En matière d'IDE, les entreprises taïwanaises réaliseront de nouveaux investissements totalisant au moins 250 Mds USD dans les secteurs des semi-conducteurs avancés, de l'énergie et de l'IA aux États-Unis.

Taïwan fournira également des garanties de crédit d'au moins 250 Mds USD pour « faciliter des investissements supplémentaires » par des entreprises taïwanaises dans le secteur des semi-conducteurs.

Taïwan s'engage également à faciliter les investissements américains dans les secteurs des semi-conducteurs, de l'IA, de la défense, des

télécommunications et des biotechnologies à Taïwan. Les États-Unis et Taïwan établiront enfin des « parcs industriels de classe mondiale » aux États-Unis.

5. Le département du Commerce publie une nouvelle politique de contrôle des exportations pour certains circuits avancés vers la Chine et Macao

Le 15 janvier 2026, le *Bureau of Industry and Security* (BIS) du Département du Commerce des États-Unis a publié une [règle finale](#) révisant sa politique d'examen des licences d'exportation pour certains circuits avancés à destination de la Chine et de Macao.

Cette règle finale modifie la politique d'examen des licences d'exportation. Désormais, l'examen se fera au cas par cas, en lieu et place d'une présomption de refus, pour certaines catégories de circuits intégrés avancés.

Dans ce cadre, les exportateurs devront remplir plusieurs conditions préalables, notamment en justifiant qu'il existe un « approvisionnement suffisant » de ces biens aux Etats-Unis et en obtenant une certification.

Brèves

- Le 12 janvier, le président Donald Trump a déclaré sur [Truth Social](#), que tout pays commerçant avec la République islamique d'Iran serait soumis à un droit de douane additionnel de 25 % sur l'ensemble de ses échanges commerciaux avec les États-Unis.
- Le 13 décembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) un individu libanais et trois branches des Frères musulmans au Liban, en Jordanie et en Egypte, entités désignées comme organisation terroriste étrangère (FTO) le même jour par le département d'Etat, conformément au [décret présidentiel](#) du 24 novembre 2025.
- Le 14 décembre, le département du Trésor a [sanctionné](#) onze individus et treize entités pour leur implication dans la répression brutale menée par le régime iranien à l'encontre de manifestants pacifiques, ou leur participation à des réseaux de « shadow banking ».

Climat – énergie – environnement

6. D'après Rhodium Group, les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis ont augmenté de 2,4 % entre 2024 et 2025

Rhodium Group a [publié](#) le 13 janvier une étude préliminaire indiquant qu'en 2025, les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis ont augmenté de 2,4 % par rapport à 2024, rompant avec deux années de baisse et progressant plus vite que l'économie (+1,9 % de PIB). Les émissions américaines restent inférieures de 6 % à leur niveau de 2019 et de 18 % à celui de 2005. Cette hausse serait principalement due aux secteurs des bâtiments (+6,8%) et de l'électricité (+3,8%), en raison d'un hiver plus froid et d'un recours accru au charbon pour répondre à la demande accrue en électricité et en lien avec la hausse des prix du gaz. Les émissions des transports sont restées quasi stables (+0,1%) malgré une activité record, grâce à une flotte de véhicules plus efficiente et à la diffusion des véhicules hybrides et électriques. Les émissions industrielles ont légèrement augmenté (+1,3%), tandis que celles du pétrole et du gaz sont restées presque constantes (+0,5%) malgré une production en hausse, grâce notamment aux progrès dans la maîtrise des émissions de méthane. À plus long terme, Rhodium Group prévoit que le rythme de réduction des émissions aux Etats-Unis devrait ralentir, notamment en raison des changements dans les politiques climatiques et énergétiques fédérales.

Brèves

- Le Département de l'Energie a [annoncé](#) le 14 janvier la création du Centre de recherche sur le combustible nucléaire usé (Center for Used Fuel Research) au Idaho National Laboratory (INL), désignant officiellement l'INL comme son principal institut pour les activités de recherche, développement et démonstration concernant la gestion du combustible nucléaire usé.
- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 13 janvier avoir publié une proposition de révision des règles d'application de la section 401 du Clean Water Act. L'EPA indique que cette modification vise à corriger [les modifications introduites en 2023](#) qui permettaient des retards excessifs et des blocages de projets essentiels à l'économie et à la sécurité nationale. L'EPA précise que la proposition permet de standardiser le processus de certification, fixer des délais de procédures clairs et d'empêcher les États fédérés ou les tribus d'utiliser la section

401 pour des motifs hors du champ d'application légal de la Clean Water Act et des réglementations pertinentes sur la qualité de l'eau. La période de consultation publique est ouverte jusqu'au 17 février.

- Le Département de l'Energie a [annoncé](#) le 13 janvier le renouvellement de son partenariat avec la NASA pour développer un réacteur nucléaire lunaire destiné à fournir une énergie sûre et abondante pour la Lune et les futures missions vers Mars. Un protocole d'accord formalise cette collaboration. Le communiqué précise que l'objectif est de soutenir l'exploration spatiale américaine, renforcer la sécurité nationale et préparer l'Âge d'Or de la découverte spatiale.
- Le Département de l'Intérieur a [annoncé](#) le 12 janvier la création du Service américain des incendies de forêt pour unifier et coordonner la gestion des incendies à travers ses différentes agences. Le communiqué indique que les incendies de forêt gagnent en ampleur, en intensité et en coût, ce qui a des répercussions importantes sur les communautés, les infrastructures, l'agriculture et les économies locales à l'échelle nationale. En plus de menacer des vies et des biens, les incendies de forêt présentent des risques pour la santé publique, les systèmes énergétiques, l'approvisionnement en eau et la sécurité nationale.
- Le Département de l'Energie a [annoncé](#) le 12 janvier la relance du concours « Digitizing Utilities Prize ». Celui-ci prévoit 2,4 M\$ en prix et en bons pour encourager des équipes interdisciplinaires à développer des solutions numériques innovantes pour améliorer la fiabilité et l'efficacité du réseau électrique grâce à l'exploitation des données, en collaboration avec des laboratoires nationaux. La date limite de soumission est le 9 avril 2026.
- L'Agence de protection de l'environnement a [annoncé](#) le 9 janvier avoir rejeté le plan de l'Etat du Colorado sur la Regional Haze Rule (brume régionale) jugeant que la fermeture de centrales à charbon, sans le consentement de toutes les installations concernées, ne respectait pas le Clean Air Act et n'était pas nécessaire pour améliorer la visibilité dans les parcs nationaux. Le communiqué indique que l'EPA soutient le maintien des centrales à charbon pour garantir une énergie fiable et abordable. Le Colorado devra soumettre un plan révisé ou l'EPA pourra imposer un plan fédéral.

Transport et infrastructure

7. Le secrétaire aux Transports annonce une simplification de la réglementation sur le transport d'énergie pour baisser les coûts au profit des consommateurs américains

Le secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 12 janvier la publication par la Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration (PHMSA) de nouvelles règles, ainsi qu'une nouvelle politique d'application, qui réduiront les prix de l'énergie au profit des foyers américains. Selon le communiqué, ces changements renforceront la sécurité et généreront plus de 600 M\$ d'économies annuelles.

La première règle modernise les réglementations de la PHMSA sur le régime de classification des zones traversées par les gazoducs (« class location rule ») afin de tenir compte de plus de cinq décennies d'avancées technologiques et de pratiques de sécurité. Ces changements permettront aux opérateurs d'éviter les remplacements inutiles de pipelines et la réduction de pression d'exploitation en mettant en œuvre des pratiques modernes de gestion de l'intégrité des infrastructures fondée sur les risques. La réglementation de la PHMSA devrait permettre d'économiser plus de 461 M\$ par an et de réduire les émissions liées à l'entretien de 1,3 milliard de pieds cubes par an (36,8 Mm³/an).

La deuxième règle modifie le Règlement sur les matières dangereuses (HMR) de la PHMSA et réduira les coûts de conformité liés au transport de carburant par camion-citerne. Qu'il s'agisse de permettre aux nouvelles technologies d'inspecter les camions-citernes ou de rétablir une exemption de longue date dans les exigences d'affichage pour l'expédition de certains carburants, ces changements généreront 145,3 M\$ d'économies annuelles.

Enfin, la PHMSA a publié une nouvelle politique d'application pour soulager les consommateurs dans les zones touchées par l'urgence énergétique nationale déclarée par le président Trump, en particulier la côte Ouest, le Nord-Est et l'Alaska. Cette politique permettra aux entités réglementées de demander des permis spéciaux pour différer l'exécution des activités de conformité susceptibles de contribuer à l'urgence énergétique nationale dans ces zones, si elles peuvent le faire en toute sécurité.

« La demande d'énergie américaine est en croissance, et les actions d'aujourd'hui réduiront le coût de son transport vers les consommateurs tout en privilégiant la sécurité », a déclaré Paul Roberti, administrateur de la PHMSA.

Les deux règles finales seront publiées au registre fédéral. Les modifications du régime de classification des zones traversées par les pipelines entreront en vigueur 60 jours après la publication, tandis que les modifications du HMR prendront effet 30 jours après publication.

Brèves

- Le département d'Etat (DoS) a [publié](#) le 13 janvier une déclaration conjointe entre les ministres des affaires étrangères américain et arménien relative au cadre de mise en œuvre de la Route Trump pour la paix et la prospérité internationale (TRIPP). Ce document s'inscrit dans les suites des engagements pris à la Maison-Blanche le 8 août 2025 pour une paix durable dans le Caucase du Sud, en visant à établir une connectivité de transit multimodale et sans entrave sur le territoire arménien. Le communiqué indique que l'objectif ultime de la TRIPP est de renforcer la prospérité et la sécurité de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, de promouvoir le commerce américain en élargissant le commerce régional et la connectivité, et de créer de nouvelles opportunités de transit reliant l'Asie centrale et la Caspienne à l'Europe.
- La Maison blanche a [publié](#) le 13 janvier un bilan de l'action du Président Trump dans son action de revitalisation de l'industrie automobile américaine. Rappelant les diverses actions prises par l'administration depuis un an, le communiqué évoque notamment des ventes records, une baisse du prix des véhicules pour le consommateur et des investissements importants dans l'industrie locale. Il souligne également que les droits de douane stimulent l'industrie manufacturière américaine, sans alimenter l'inflation.

Industrie

Brèves

- Le 9 janvier 2026, la Commission fédérale des Communications (FCC) a [accordé](#) à SpaceX une autorisation inédite de déployer 7 500 satellites Starlink de deuxième génération (Gen2) supplémentaires, portant le total à 15 000 satellites dans le monde. Dans la lignée du projet d'expansion de la constellation Starlink, cette décision permet à Starlink d'utiliser cinq fréquences différentes pour offrir une connectivité mobile directe aux smartphones et des débits accrus. SpaceX déclare viser un lancement de la moitié de ces

nouveaux satellites d'ici décembre 2028 et la totalité d'ici décembre 2031.

- Le 12 janvier 2026, STG Logistics, le plus grand transporteur nord-américain de marchandises, a [déposé](#) le bilan sous le régime du Chapitre 11 auprès du tribunal du district du New Jersey, à la suite de litiges avec des créanciers mécontents. La société a dans ce cadre conclu un accord de soutien à la restructuration qui lui permettra de réduire environ 91% de sa dette, soit près de 952 M\$, et a obtenu un nouveau prêt de 150 M\$. Dans l'attente, STG assure la continuité des activités et le maintien de la masse salariale. Le PDG du groupe, Geoff Anderman, a attribué cette décision à « l'une des récessions du fret les plus sévères de l'histoire ».
- Le 13 janvier 2026, Delta Airlines a [annoncé](#) lors de la publication de ses résultats annuels s'attendre à une augmentation prévisionnelle de son bénéfice de l'ordre de 20% en 2026, en raison d'une demande toujours forte, en particulier sur la catégorie premium. La compagnie aérienne a déclaré un bénéfice de 5 Md\$ en 2025 sur plus de 63 Md\$ de chiffre d'affaires. Dans le même temps, Delta a dévoilé avoir passé sa première commande de 30 avions Boeing 787 pour renouveler et dynamiser sa flotte.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 14 janvier 2026, le détaillant de luxe Saks Global a officiellement [annoncé](#) avoir déposé une demande en vertu du Chapitre 11, qui permet aux entreprises en situation de faillite de se réorganiser sous la protection de la loi américaine. La société-mère de Saks Fifth Avenue, Neiman Marcus et Bergdorf Goodman, a déclaré une dette massive à hauteur de 3,4 Md\$, ayant entraîné une crise de trésorerie et une incapacité à approvisionner ses magasins hauts de gamme. Cette situation intervient suite à l'acquisition de Neiman Marcus en 2024, couplée à des retards de paiement à ses fournisseurs. Dans le cadre de cette procédure, le groupe a obtenu un engagement de financement de 1,75 Md\$ afin de maintenir ses activités et engager sa restructuration.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'administration Trump a publié les *Dietary Guidelines for Americans*

Le 8 janvier, les secrétaires à la Santé, Kennedy Jr., et à l'Agriculture, Rollins, ont présenté conjointement les nouvelles [Dietary Guidelines for Americans](#) (DGAs) pour la période 2025-2030. [Élaborées](#) conjointement par l'USDA et le *Department of Health and Human Services* (HHS), ces lignes directrices servent de référence pour l'ensemble des politiques publiques de nutrition : restauration scolaire, cantines militaires, établissements pénitentiaires fédéraux, ainsi que les programmes d'aide alimentaire, notamment le WIC (*Women, Infants and Children*).

Dans le prolongement du [rapport MAHA](#) (*Make America Healthy Again*), les DGAs de l'administration Trump marquent une rupture avec les recommandations précédentes en mettant en avant la consommation d'aliments peu transformés, qualifiés de « *real food* ». Elles encouragent notamment les Américains à consommer des produits riches en protéines animales : lait entier, viande rouge, volaille, œufs, fruits et légumes frais, céréales complètes. Les graisses animales et végétales peu transformées, y compris le beurre sont également réhabilitées.

À l'inverse, les DGAs déconseillent fortement les produits « *ready to eat* », ainsi que ceux contenant du sucre, du sel ajoutés ou des additifs. S'agissant de l'alcool, les recommandations antérieures sont abandonnées. Les seuils quotidiens différenciés selon le sexe disparaissent au profit d'un message général appelant à la « modération », avec abstinence recommandée pour les populations à risque. Au-delà des enjeux de santé, ces nouvelles DGAs permettent aussi à l'administration Trump de revaloriser le travail des agriculteurs américains.

La présentation officielle des DGAs a fait l'objet d'une communication particulièrement appuyée : soutien explicite de la [Maison Blanche](#) et annonce d'une tournée nationale de promotion sous la bannière du programme [Eat Real Food](#). Selon Kennedy Jr., les DGAs reposent sur un socle scientifique solide. Plusieurs associations professionnelles de santé ont salué l'accent mis sur la réduction des aliments ultra-transformés. Le monde agricole, et en particulier les filières [viande](#) et du [lait](#), a accueilli favorablement ces orientations. [L'American Farm Bureau](#) a souligné la reconnaissance explicite du rôle

des producteurs américains dans la fourniture d'une alimentation « sûre et nutritive ».

À l'inverse, des critiques ont également émergé. Les recommandations sur l'alcool ont été jugées trop permissives et l'*American Heart Association* (AHA) a exprimé des inquiétudes quant aux recommandations sur la viande (à tous les repas), les graisses et le sel. Dans le secteur agricole, certaines filières se sentent marginalisées : l'*American Soybean Association* ([ASA](#)) et la *National Oilseed Processors Association* ([NOPA](#)) ont notamment dénoncé une approche jugée restrictive à l'égard des huiles de graines.

Brèves

- L'USDA s'est vu confier le contrôle du programme international [Food for Peace](#), précédemment géré par la United States Agency for International Development ([USAID](#)), mais dont le financement relevait déjà de son autorité. Cette décision est liée à la réduction significative des activités et des effectifs de l'USAID par l'administration Trump. *Food for Peace* vise à permettre l'achat de denrées auprès des agriculteurs américains afin de fournir une assistance alimentaire aux pays les plus vulnérables. Cette réorganisation vise à assurer la continuité de l'aide alimentaire internationale américaine et le soutien aux agriculteurs américains en sécurisant un débouché stable pour une partie de leur production.

Numérique et innovation

Brèves

- Plusieurs fournisseurs de modèles d'intelligence artificielle ont annoncé de nouvelles fonctionnalités liées à la santé, pour l'instant principalement accessibles aux États-Unis :
 - Les 7 et 8 janvier, OpenAI a lancé [ChatGPT Health](#), un espace sécurisé permettant aux utilisateurs d'intégrer et d'interpréter leurs données de santé personnelles (résultats d'exams, applications de bien-être), puis [OpenAI for Healthcare](#), une suite d'outils basée sur ses modèles d'IA destinée aux professionnels du secteur de la santé et visant entre autres à automatiser certaines tâches cliniques et administratives.
 - Le 12 janvier, Anthropic a lancé [Claude for Healthcare](#), un assistant d'IA destiné aux établissements de santé,

permettant notamment d'accéder à des bases de données médicales et d'en exploiter les informations.

- Le 13 janvier, Google a [annoncé](#) la mise à jour de ses modèles ouverts dédiés au domaine médical avec MedGemma 1.5, combinant analyse d'images médicales, compréhension de texte clinique et reconnaissance vocale, proposé en accès libre aux développeurs pour créer des applications dans le secteur de la santé.
- Le 9 janvier, Meta et OpenAI ont annoncé des partenariats avec des fournisseurs d'énergie pour soutenir le développement de leurs infrastructures d'IA.
 - OpenAI et SoftBank ont [annoncé](#), dans le cadre du projet Stargate, investir ensemble 1 Md\$ dans SB Energy, entreprise spécialisée dans la construction et l'exploitation d'infrastructures énergétiques et de centres de données, qui construira et exploitera le site de data centers de 1,2 GW à Milam County au Texas, utilisé par OpenAI.
 - Meta a [annoncé](#) avoir signé des accords avec Vistra, TerraPower et Oklo, entreprises impliquées dans le développement de technologies nucléaires. Ces projets, pour lesquels aucun montant n'a été communiqué, devraient fournir 6,6 GW supplémentaires de puissance de calcul d'ici 2035 pour alimenter entre autres le supercalculateur Prometheus construit par Meta.
- Le 11 janvier, Google a [annoncé](#) la création du Universal Commerce Protocol (UCP), un nouveau standard visant à faciliter les achats automatisés via des agents d'IA. Selon Google, ce protocole établit un « langage commun » permettant aux agents et systèmes d'IA de s'intégrer et d'interagir facilement avec différents sites de vente et services de paiement. Développé avec des acteurs majeurs de l'e-commerce comme Shopify, Etsy, Wayfair, Target et Walmart, l'UCP devrait à court terme activer une fonctionnalité permettant d'acheter certains produits directement depuis les résultats de recherche de l'application Gemini, et mettre en place un nouveau format publicitaire affichant les offres des annonceurs dans les recherches faites sur la plateforme.
- Le 12 janvier, Google et Apple ont [annoncé](#) un partenariat pluriannuel dans le cadre duquel les technologies d'IA et de cloud de Google (modèles Gemini) seront utilisées pour alimenter les outils d'IA « fondationnels » d'Apple, tels que

Siri. Selon les deux entreprises, ce choix serait d'abord motivé par la performance des solutions proposées par Google.

- Le 13 janvier, Microsoft a [annoncé](#) une initiative visant à développer une « infrastructure d'IA au service des communautés » (*Community-First AI Infrastructure*), destinée à limiter les effets négatifs de la construction d'infrastructures d'IA, notamment les data centers, sur les territoires d'implantation. Le groupe s'engage notamment à (i) prendre en charge l'intégralité des coûts électriques de ses data centers afin d'éviter toute hausse des factures des ménages, (ii) réduire de 40 % l'intensité de son usage de l'eau d'ici 2030, (iii) soutenir l'emploi local via des partenariats de formation, (iv) payer l'intégralité des taxes foncières sans recourir à des dispositifs d'allègement fiscal, et (v) investir dans la formation à l'IA et le tissu associatif local. Cette annonce fait suite à une [prise de position](#) de Donald Trump sur Truth Social, appelant les grandes entreprises technologiques à « payer leur juste part » dans le développement des data centers, dans un [contexte](#) de contestation locale et bipartisane de ces projets dans plusieurs États fédérés.
- Le 14 janvier, OpenAI a [annoncé](#) un partenariat avec Cerebras, concepteur de puces pour IA optimisées pour l'inférence et à faible latence. Dans le cadre de l'accord, Cerebras devrait fournir au laboratoire d'IA des puces équivalentes à 750 MW, qui, selon OpenAI, devraient réduire ses temps de réponse pour les requêtes complexes de ses utilisateurs, comme la génération de code, d'images ou l'usage agentique. La [presse](#) évalue ce partenariat à 10 Md\$.

Santé

9. Donald Trump annonce un *Great Healthcare Plan*

Le 15 janvier, depuis le bureau ovale, le Président Trump a [annoncé](#) un « Great Healthcare Plan », cadre législatif destiné à être soumis au Congrès afin de (i) faire baisser les prix des médicaments aux Etats-Unis ; (ii) réduire les primes d'assurance ; (iii) accroître la redevabilité des assureurs, et (iv) maximiser la transparence des prix.

D'une part, s'agissant du premier objectif, l'administration Trump demande au Congrès de codifier les accords sur les prix négociés ces derniers mois avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques. Elle propose également d'élargir l'accès à des médicaments jugés

« vérifiés sûrs » en vente libre (« over the counter », OTC) afin de réduire les intermédiaires et les coûts associés aux parcours de soin.

S'agissant du deuxième objectif, le plan annonce une réorientation des subventions additionnelles de l'Affordable Care Act (ACA), qui ont expiré au 1^{er} janvier 2026. Au lieu d'être versées aux assureurs, ces montants seraient versés directement aux Américains éligibles pour l'achat d'une assurance de leur choix. Le plan prévoit également un financement « complet » des Cost Sharing Reductions (CSRs), mécanismes de l'ACA permettant de réduire les restes à charges pour certains assurés à revenus modestes, ce qui devrait permettre une baisse des primes des plans ACA de plus de 10% selon la Maison Blanche.

Sur la redevabilité des assureurs, le plan propose d'obliger les assureurs à publier des comparaisons de tarifs et de couvertures « en langage clair ».

Enfin, s'agissant de la transparence des prix, le plan prévoit d'imposer à tout prestataire ou assureur acceptant Medicare ou Medicaid d'afficher publiquement et de manière visible ses prix et ses frais, avec l'objectif explicite de réduire les « factures médicales surprises » et de permettre une comparaison facile par les patients.

Brèves

- Le 12 janvier, le géant pharmaceutique américain AbbVie a [annoncé](#) avoir conclu un accord avec l'administration Trump, aux termes duquel l'entreprise s'engage à baisser le prix de certains de ses médicaments aux Etats-Unis via le canal Medicaid et à investir 100 Md\$ sur le territoire américain. En échange, AbbVie a indiqué avoir obtenu une exemption de futurs droits de douane et exigences de changement de tarification de ses produits par l'administration américaine. Cet accord, qui suit le modèle de ceux conclus avec Pfizer, AstraZeneca, et d'autres grands laboratoires au cours des derniers mois, présente néanmoins l'engagement d'investissement le plus élevé à ce jour dans ce secteur aux Etats-Unis.
- Le 15 janvier, le géant des dispositifs médicaux américain Boston Scientific a [annoncé](#) son projet d'acquisition de l'entreprise de dispositifs cardiaques Penumbra, basée en Californie, pour un montant d'environ 14,5 Md\$.

- Selon un rapport de la société de capital-risque et de conseil Rock Heath, le financement des startups américaines spécialisées dans la santé digitale [aurait atteint](#) 14,5 Md\$ en 2025, soit une hausse de 35% par rapport à 2024. Si ce financement reste inférieur aux niveaux records enregistrés en 2021 et 2022, dans le contexte de la pandémie de Covid, Rock Health a observé que les progrès des applications d'intelligence artificielle dans le domaine de la santé avaient catalysé l'investissement en 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)